

BREVE HISTOIRE DU CAPITALISME FRANCAIS

2^{ème} partie 1973-2000

<i>Résumé des épisodes précédents</i>	<i>page 1</i>
<i>1- 1973/1974 La crise</i>	<i>page 2</i>
<i>2- La droite tente un premier serrage de vis en 1976</i>	<i>page 6</i>
<i>3- La gauche de gouvernement en 1981</i>	<i>page 7</i>
<i>4- Les modifications du système productif français</i>	<i>page 10</i>
<i>5- Sur les comparaisons et les classements entre pays</i>	<i>page 14</i>
<i>Annexe : Y a-t-il un capitalisme particulier en France ?</i>	<i>page 17</i>
<i>Bibliographie</i>	<i>page 19</i>

RESUME DES EPISODES PRECEDENTS

En France, un même discours unit depuis des décennies droite et gauche : il consiste à présenter les patrons français comme sous la contrainte des méchants et puissants capitalistes étrangers, poussés à devoir faire des choses qu'ils ne souhaitaient pas de par leur concurrence. Et il existe même dans ce pays l'idée que nous ne vivons pas le même capitalisme que les autres. D'où il découle logiquement l'idée que la manière d'être du capitalisme français serait un beau privilège que nous devrions préserver, puisqu'il serait moins « pire » que les autres.

Nous avons essayé de voir la réalité derrière ces discours. Et nous avons vu qu'à la veille de la Première Guerre mondiale déjà, la France est en gros à la 4^e place mondiale (en PIB/habitant, derrière les USA, l'Allemagne, la Grande-Bretagne) dans le monde capitaliste. Nous avons vu que cette Première Guerre sera parfaitement utilisée par l'Etat français pour moderniser l'économie et la maintenir aux sommets les plus avancés des normes financières et techniques du capitalisme de l'époque.

Entre les deux guerres, la transformation incessante du capitalisme se poursuit, en France aussi bien voire mieux qu'ailleurs, avec la seconde révolution industrielle, basée sur l'électricité et le moteur à explosion, la concentration technique et financière des entreprises. Pendant la Seconde Guerre, l'idéologie officielle corporatiste se traduira dans la pratique par la domination crue des monopoles, cartels et autres ententes.

Après la Seconde guerre, la reconstruction, conduite sous une vague de nationalisations, sera présentée par le Parti Communiste Français, à un moment le parti le plus puissant de France, comme la preuve que le capitalisme peut reprendre et appliquer des idées

de gauche. Mais ce sont les dégâts de la guerre qui sont nationalisés, et encore en payant rubis sur l'ongle tous les propriétaires concernés.

Enfin, une période particulière dans l'histoire du capitalisme s'ouvre dans l'ensemble du monde impérialiste de 1951 à 1973, les –soi-disant- « Trente glorieuses ». Nous avons vu deux attitudes de la bourgeoisie qui caractérisent cette période : d'une part, un très fort taux d'investissement productif : 8% par an en moyenne entre 1959 et 68. D'autre part, un accord tacite avec les organisations ouvrières des pays dominants, pour accepter que les augmentations de salaires suivent de près les hausses de prix. En France, ce sera aussi l'occasion de ré orienter l'économie auparavant axée de manière privilégiée vers les colonies, pour en faire un partenaire – et concurrent - des autres grandes puissances, notamment européennes.

1- 1973/74 : LA CRISE

La crise qui éclate en 1973/74 fait l'effet d'une bombe à l'époque. C'est qu'à droite, les économistes de tous poils ont théorisé la situation en affirmant que le temps des crises cycliques du capitalisme était fini. Pendant qu'à gauche, on ne prévient pas les populations sur la réalité du système capitaliste, en particulier on laisse dire qu'il peut exister sans chômage.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que c'est une parenthèse dans son histoire que le capitalisme a refermé en 1974. Il est tout simplement revenu à son fonctionnement naturel, après une vingtaine d'années d'exception. Ces 20 ou 23 ans, le monde ouvrier en particulier aurait pu les vivre avec une autre conscience. En comprenant que si le système acceptait, momentanément, de satisfaire les revendications salariales, c'est qu'il craignait que des pans entiers de la planète, en particulier au cœur des pays riches, basculent dans le camp de l'URSS. Que c'est cette crainte qui était à l'origine de ce capitalisme exceptionnellement généreux et pas que le capitalisme était devenu généreux par nature.

Certes, l'URSS n'était en rien un communisme. Mais elle était suffisamment différente du capitalisme pour lui être un corps étranger, qui empêchait ou gênait un aspect essentiel de son développement, la mondialisation. L'URSS avait joué un rôle essentiel dans la victoire des alliés contre l'axe Allemagne-Italie-Japon. Elle avait étendu son influence à la moitié Est de l'Europe, et ses sympathisants se comptaient par dizaines de millions dans le monde impérialiste.

Sur le terrain social, le patronat des pays capitalistes dominants se devait de montrer qu'il pouvait faire aussi bien que l'URSS. C'est à notre avis un des points essentiels qui expliquent l'attitude particulière qui a consisté à maintenir sur deux décennies un partage régulier des richesses nouvelles, obtenues par l'amélioration de la productivité.

Mais il faut noter que ni la gauche ni l'extrême-gauche de l'époque ne feront cette analyse. Personne ne met un parallèle entre l'existence de l'URSS et cette attitude du capitalisme. Chacun ne regarde pas plus loin que le bout de son pays, et au fond attribue à l'efficacité de ses propres luttes nationales le rapport de forces existant entre prolétariat et bourgeoisie. Lutte Ouvrière citait Trotsky disant que c'est au niveau mondial qu'il fallait envisager ce rapport (d'où, en particulier, l'idée de la nécessité de « défense de l'URSS »), ça n'était que des mots creux.

Par contre, l'extrême-gauche avait le mérite de maintenir la tradition marxiste sur le plan de l'analyse économique, et ne cessait d'alerter sur le danger persistant du retour aux crises.

Nous n'allons pas ici essayer d'analyser la crise de 73/74. Ce n'est pas notre sujet. Ce que l'on peut dire, c'est que les événements qui l'ont précipitée sont d'ordre politique, militaire et économique, et concernent le partage de la plus value mondiale entre pays dominants et pays dominés.

En effet, c'est pour récupérer une part des terres qu'Israël avait conquises sur la Jordanie, la Syrie et le Liban lors de la Guerre des 6 jours de 1967 que l'Égypte et la Syrie, sous le commandement de Sadate, attaquent Israël le jour de la fête juive du Kippour en 1973. Il faut savoir qu'à l'époque, le canal de Suez est occupé depuis la guerre des 6 jours, que l'Égypte est privée donc des rentrées de son fonctionnement, de même que des rentrées touristiques et de ses puits de pétrole, avec l'occupation du Sinaï.

Surtout, les dirigeants Arabes ont des problèmes politiques graves. Aux yeux de leurs populations, ils ne peuvent rester éternellement sans rien faire face à Israël. Depuis la guerre des 6 jours, non seulement l'honneur et l'unité Arabe sont bafouées par un Israël conquérant et triomphateur, mais s'ajoute à cela le fait que les Palestiniens auparavant hermétiquement enfermés dans leurs camps de réfugiés sont maintenant disséminés, actifs, armés, touchant de près les diverses populations arabes.

Les Sadate et autres dirigeants arabes souhaiteraient que les USA, la grande puissance mondiale qui peut faire la pluie et le beau temps et faire bouger Israël, interviennent pour leur faire une petite place. Pour eux, l'heure est à la fin de l'alliance avec l'URSS, qui ne les a pas protégés de la claque subie en 67, et qui est maintenant en train de concocter avec les USA une nouvelle période de « coexistence pacifique ».

Sadate et Hafez el Assad souhaitent tourner le dos à l'URSS et se tourner vers l'Occident, de manière à avoir avec lui une relation qui pourrait s'apparenter à celle de l'Arabie saoudite avec les États-Unis. Seulement voilà, les États-Unis ne s'inquiètent absolument pas de la situation au Moyen Orient. Ils sont persuadés que la supériorité militaire d'Israël est telle qu'il n'y a pas l'ombre d'un risque. Le seul endroit qui pose problème aux USA, c'est le Vietnam. Et ils ne voient pas les signes qu'envoie Sadate, lorsqu'il renvoie les experts russes d'Égypte.

La guerre du Kippour est donc une surprise pour tout le monde occidental. Et c'est une claque pour Israël : Israël recule sur le Golan et doit laisser les Égyptiens débarquer sur la rive Est du canal de Suez. Arrivés là, les Égyptiens ne bougent plus, histoire de démontrer que leur ambition est limitée, qu'il s'agit juste de revenir sur l'attitude hautaine d'Israël.

Mais les USA ne le voient pas ainsi et mettent en place un important pont aérien pour soutenir une contre-offensive d'Israël. Du coup, les Arabes craignent une nouvelle humiliation, qui serait cette fois insupportable aux yeux des populations. Il faut absolument garder la rive Est du canal. Onze jours après le début des combats, le 17 octobre, les pays de l'OPAEP (à ne pas confondre avec l'OPEP), Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Égypte, Irak, Koweït, Libye, Qatar, Syrie) décident d'un embargo sur le pétrole.

En Occident, cette décision va être présentée comme une déclaration de guerre. Elle est en fait le moins que puissent faire ces dirigeants. Le mot même d'embargo est assez abusif : il s'agit en réalité de réduire, progressivement, de 5% par mois, la production de pétrole de ces pays, jusqu'à ce qu'une solution au conflit soit trouvée et commence à être appliquée. L'embargo ne s'applique pas à la France et à l'Espagne, jugés amis de la cause arabe, ni au Tiers monde.

Et même ce modeste embargo, les pays en question n'ont aucun moyen de le contrôler : la commercialisation et la distribution de leur pétrole sont entièrement aux mains des grandes compagnies occidentales. C'est souvent en cours de route qu'un pétrolier connaît sa destination finale. Finalement, il n'y aura en réalité aucune baisse dans les flux de pétrole, (ils connaissent en 1973 une hausse de 9,5%, du même ordre qu'en 1972.

Mais ce sont les prix du pétrole qui vont flamber. La veille de la décision d'embargo déjà, les 5 pays arabes producteurs du Golfe et l'Iran ont décidé de faire passer le prix du baril de 3 dollars à 5,11\$. Ils ne font que s'aligner sur les prix déjà pratiqués par l'Algérie, le Venezuela et l'Indonésie. Le 23 décembre, l'OPEP, réuni sous la houlette du Chah, personnage on ne peut plus pro américain, décide de doubler le prix du baril qui passe à 11,65\$.

Les compagnies pétrolières ont très vite fait leur choix : elles jouent avec la hausse des prix. Des calculs simples montrent qu'avec de telles augmentations, les pays producteurs peuvent améliorer leur sort tout en permettant au marché du pétrole de voir ses profits monter. Au 1^{er} trimestre 74, Texaco voit ses bénéfices s'accroître de 123%, Shell de 178%, BP de 277%. Mais c'est exclusivement contre les pays arabes que toute la presse occidentale hurle furieusement pour dénoncer la montée spectaculaire des prix.

Les dirigeants arabes à l'origine de ce chamboulement économique se mordent les doigts : la colère de l'Occident les apeure et ils cherchent à en finir au plus vite avec leur histoire d'embargo. Ils l'interrompent dès qu'un accord est signé entre Israël et l'Egypte, accord qui va indiquer le retour clair et net de l'Egypte dans le giron occidental. Ils n'attendent pas que l'autre partenaire qui a lancé la guerre ait également signé un accord de son côté. Résultat, la Syrie ne gagne rien, y perd même le Golan et restera un paria aux yeux du monde occidental, El Assad va garder rancœur de cet abandon.

Les dirigeants de l'Arabie saoudite, qui avaient soutenu la « cause arabe », sont traumatisés par la colère occidentale. Désormais, jusqu'au 11 septembre 2001, ils vont se faire les robinets absolument obéissants des désirs pétroliers des Etats-Unis.

Les événements de 1973 ont donc certes une importance considérable dans la lutte des pays dominés contre l'impérialisme, et l'histoire des changements de rapports de force entre les deux mondes. Mais il est important de voir que les résultats obtenus étaient largement supérieurs au niveau réel de combativité des dirigeants de ces peuples.

En quoi se manifeste la crise en France, en dehors bien entendu des hausses des prix pétroliers ? Au début, on constate un fort ralentissement de l'économie, mais bien qu'on le craigne, on n'aura rien qui puisse être comparé à la dernière grande crise dans les mémoires, celle des années 29/30, avec des reculs en valeur absolue de la production.

Le chiffre culte du capitalisme, la croissance, le PIB, le Produit intérieur brut marchand, qui augmentait en France de 5,8% par an en moyenne depuis 1963 se voit soudain ralenti à 3,2% par an. (Ce chiffre tombera même à 1,1% par an en 79 avec le second « choc pétrolier », l'arrivée au pouvoir de Khomeiny en Iran). De même, la production industrielle dont la croissance était de 7,2% par an dans les années 69/73, passe à 2,5% de croissance annuelle entre 73 et 79. Enfin la consommation par habitant, qui augmentait de 4,4% par an (63 à 73), augmente à 3,4% par an entre 73 et 79.

C'est donc par un fort ralentissement de l'économie que se manifeste cette crise, mais c'est un ralentissement durable, et l'on ne retrouvera plus jamais les chiffres des Trente Glorieuses. Par contre, en Bourse, on observe des reculs très importants. Dans les pays anglo-saxons, ce recul dépasse à l'automne 73 celui des années 29-32. La France sera touchée par le même recul, avec une année de retard.

Surtout, on va assister au démarrage et à une montée régulière, importante, celle du chômage. La France comptait 500 000 chômeurs au début des années 70. Ce chiffre se met à décoller et atteint en deux ans le cap symbolique du million de chômeurs en octobre 75. On atteindra les 1 500 000 chômeurs en octobre 1980, 2 200 000 au début 83, 3 000 000 en août 93 et le summum à 3 300 000 en janvier 1994. Une décrue ne commencera qu'en 1997.

Si on analyse ce qui s'est produit, on trouve que s'est manifestée en 73/74 une crise de la productivité dans l'ensemble du monde capitaliste. En Europe, le rythme annuel de croissance de la productivité était de 5% par an avant 1973 : il passe soudain à 2% par an (il faut désormais 35 ans pour un doublement, au lieu de 14 ans auparavant). Pourtant, l'investissement des entreprises, lui, ne baisse guère.

Alors, pourquoi cette baisse de l'accroissement de la productivité ? Selon certains, c'est le fordisme qui est en crise, ce type d'organisation du travail aurait atteint le maximum de ses capacités. Pour d'autres, le chiffre de 2% de hausse annuelle pour la productivité serait un simple retour à la normale capitaliste. Pour les uns, la baisse de productivité serait une cause, et pour d'autres une conséquence.

En tout cas, si le rythme de l'augmentation des richesses produites change dans une telle proportion, en étant donc divisé par deux, il est évident que cela ne peut pas ne pas avoir des conséquences dans le partage des richesses entre le monde du travail et le capital, tel qu'il était réglé depuis le début des années 1950.

Or, les salaires ne vont pas voir leur courbe vraiment modifiée avant plusieurs années. Mieux, la part des salaires continue d'augmenter dans le partage global, jusque 1976. Et la progression des salaires réels (hors inflation) restera importante en France jusqu'à la fin des années 1970, avec une hausse moyenne de +3% par an de 76 à 79.

C'est la droite qui est au gouvernement en 1973, et au cours de ces années-là, elle fait tout pour calmer le jeu. Pas question de pressurer le monde du travail. Pompidou malade puis décédé, c'est Giscard d'Estaing qui est élu président en 74. Il prend comme Premier Ministre Chirac. En octobre 74, Chirac déclare ainsi : « *Jusqu'ici, quand un travailleur perdait son emploi pour des raisons économiques et qu'il était ainsi licencié, il touchait une indemnité qui était d'environ 50% de son salaire antérieur. L'accord (que nous venons de) signé lui permettra de toucher l'intégralité pendant un an de son salaire* ».

Au printemps 75, ce même Chirac tente un plan de relance de l'économie, basé sur l'embauche de plusieurs milliers de fonctionnaires, et une aide aux investissements des entreprises. Fin 75, le président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, Jacques Ferry, déclare : « *Notre situation s'est encore aggravée depuis le mois de juillet, nous travaillons presque partout à moins de 60% de notre capacité, et par conséquent logiquement nous devrions procéder à des licenciements dans les semaines qui viennent* ».

En fait, le grand patronat a en mémoire la plus grande grève de l'histoire ouvrière en France, celle de mai-juin 1968, mais il a également affaire à une nouvelle vague de jeunes militants ouvriers formés par l'extrême gauche, qui n'ont pas la docilité et la discipline exigée par les syndicats traditionnels. Il rechigne à licencier et à affronter un nouveau mouvement social, d'autant que les travailleurs pourraient avoir tiré des leçons en termes d'efficacité et de politique 5 ans après 1968 ; il se contente donc de faire des signes au gouvernement, pour que celui-ci l'indemnise en échange d'un report des licenciements.

Mais les petites entreprises, elles, ne peuvent jouer les jeux de la cour des grands, et c'est elles qui, à ce moment, alimentent la montée du chômage. Quant au gouvernement, il ne croit pas à une crise durable, il la croit seulement liée au choc pétrolier de l'OPEP et fait donc le dos rond. L'attitude politique essentielle de la bourgeoisie lors de la période précédente, l'indexation des salaires sur les prix, est encore préservée.

2- LA DROITE TENTE UN PREMIER SERRAGE DE VIS EN 1976

Un premier serrage de vis anti-ouvrier est entrepris en août 76, avec l'arrivée de Raymond Barre. Barre cesse de s'occuper du chômage et vise à lutter contre l'inflation, la hausse des prix, qui ne cesse de faire monter les salaires, et les déficits. Il baisse l'émission de nouvelle monnaie, augmente les impôts, libère les prix de l'industrie et des services publics.

Les intellectuels vendus à la bourgeoisie essayent alors de trouver un argumentaire pour justifier ce virage à droite. Ainsi François de Closets, dans le magazine télévisé L'Enjeu, explique en substance : écoutez, on n'arrête pas de dire partout qu'il faut relancer la croissance, que c'est comme ça qu'on diminuera le chômage. Mais réfléchissez donc, si on relance l'économie et qu'elle retrouve son dynamisme d'avant la crise de 73, que va-t-il se passer : on va devoir consommer énormément d'énergie, de pétrole, ça va coûter les yeux de la tête et on va épuiser les réserves de pétrole... Non, conclut de Closets, il faut se faire à l'idée qu'on vive avec un chômage durable.

En clair, le chômage est une bonne chose. Au fond, c'est un aveu. Plus tard, cette présentation des choses sera abandonnée. Mais on assiste bien à cette tentative de faire accepter comme allant de soi un chômage chronique, à cette époque. François de Closets, dans le magazine L'Enjeu : « *A l'heure actuelle, nous avons beaucoup de chômage. Les économistes conseillent au gouvernement d'accélérer la croissance pour diminuer le chômage. Et de fait, si nous pouvions avoir une très forte croissance à 6% comme on avait dans les années 60, alors nous n'aurions plus de chômage, mais alors comme dans les années 60, notre consommation d'énergie augmenterait à nouveau de 6%, mais à l'époque on n'y faisait pas attention...* » Et encore ceci : « *Si nous regardons notre futur, que va-t-il se passer ? ou bien, nous aurons cette forte croissance, alors c'est vrai, il y aura beaucoup moins de chômage, mais alors, la consommation d'énergie dans le monde, et notamment la*

consommation de pétrole va repartir à 5/6%, et vers 85, 90, 95, nous savons que la production ne pourra plus faire face à la demande. »

Cette idée que le chômage est au fond une bonne chose est une conviction théorisée par une partie des milieux économiques et politiques de droite. Ce sera en particulier l'une des idées de base de Margaret Thatcher, bientôt Premier Ministre de Grande Bretagne, de 79 à 91. Pour elle et la tendance néo-libérale, il faut faire confiance à l'entreprise privée, libérer l'individu des entraves étatiques, privatiser au maximum l'économie nationale, moderniser en faisant disparaître sans complexe les « canards boiteux ». Et il faut accepter un fort taux de chômage s'il signifie adaptation de l'appareil de production : ce sera l'occasion d'en finir avec les coûts qu'ils jugent faramineux de ces politiques qui visent à garder le plein emploi.

Le souci de privilégier désormais le capital est donc dans l'air du temps de l'ensemble du monde impérialiste. Il va s'accélérer en France au lendemain de la victoire des législatives de 78 par la droite. Raymond Barre entreprend la restructuration de certaines branches industrielles. L'analyse des dirigeants est que le capitalisme français doit, comme ses concurrents, se spécialiser, laisser tomber certaines branches où il est moins performant et moins bien placé, pour développer les autres. La première attaque va concerner la sidérurgie, avec près de 20 000 emplois supprimés.

La Lorraine et le Nord, directement touchés, vont réagir par de violentes manifestations fin 78 et début 79. Mais cette fois, le patronat et le gouvernement ont fait leur choix, ils ne reculent pas. Il aurait fallu une réaction générale du monde du travail, les syndicats et les partis de gauche ne l'organisent pas. Eux aussi ont tout à craindre d'une classe ouvrière qui a expérimenté récemment la fin de la grève générale imposée par eux, et des acquis certes substantiels mais vite grignotés par l'inflation. Enfin, même à l'extrême gauche personne ne prend la mesure de ce qui se joue à ce moment, ou n'a la crédibilité permettant de proposer la réaction politique qui s'impose. Le mouvement ouvrier va connaître désormais un recul qui ne cessera plus jusqu'à aujourd'hui encore.

3- LA GAUCHE DE GOUVERNEMENT EN 1981

Une illusion cependant se produit. En partie du fait de la division de la droite provoquée par Chirac qui joue perso et se présente contre Giscard au premier tour, les élections de 1981 amènent la gauche au gouvernement. Mitterrand prend Mauroy comme Premier Ministre. Les milieux populaires ont mis beaucoup d'espoir dans cette élection pour changer de politique et faire enfin reculer le chômage, qui a passé le cap des 1 500 000 chômeurs en octobre 80.

Le gouvernement Mauroy, dans lequel se trouvent trois ministres PCF (Transports, Fonction publique, Formation professionnelle), accorde une hausse du Smic de 10% et des bas salaires, mais il ne fait pas suivre de la même manière les autres salaires. Il augmente l'allocation vieillesse et les allocations familiales. Le revenu moyen, qui avait baissé de 0,5% en 1980, remonte de 2,2% entre juin 81 et juin 82. L'idée est d'augmenter le pouvoir d'achat des classes populaires, pour relancer l'économie.

Mauroy déclare : « *Je me considère comme un chef de guerre contre le chômage. Nous allons entrer en guerre contre le chômage* ». Que fait Mauroy pour mener cette « guerre » ? il

octroie une série d'aides aux entreprises pour les inciter à embaucher. C'est l'Etat, donc le contribuable, qui paye. Et il institue la semaine de 39 heures et la retraite à 60 ans.

En février 1982, la gauche met en application son plan de nationalisations : la CGE, St Gobain, Péchiney, Rhône-Poulenc, Thomson sont nationalisées ; à ces industries s'ajoute 39 banques et 2 sociétés financières (Paribas et Suez).

Mais dans le même temps, Mauroy prend aussi des mesures plus discrètes : il maintient la liberté des prix industriels, il favorise l'élargissement des marchés financiers et dès juillet 81 il allège les charges des entreprises. Officiellement, il s'agit d'obtenir « *la confiance* » des chefs d'entreprise, pour les inciter à investir et relancer l'économie. Le doute s'installe déjà parmi les couches populaires. Quant aux patrons, ils ne sont pas convaincus par les mesures du gouvernement et ne relancent pas les investissements.

Alors, la gauche au gouvernement va opérer un tournant à droite toute. Jacques Attali explique que « *c'est véritablement à l'été 82 que l'on se rend compte que cela ne marche pas, que la relance, non seulement n'a pas d'effets positifs sur l'emploi, mais qu'elle a des effets désastreux sur le commerce extérieur et qu'elle met le pays en faillite* ». C'est la rigueur qui est décidée. Et c'est devant le Congrès de la CGT, qui n'en croit pas ses oreilles, que Mauroy annonce le blocage –pour l'instant provisoire- des salaires : « *Les clauses conventionnelles en matière de hausse des salaires et les indexations en ce qui concerne les revenus non salariaux, les marges commerciales et les distributions de dividendes par les sociétés sont en outre gelés. La seule exception concerne le smig(...)* ».

Mauroy réduit de 10 milliards de francs les indemnités de chômage. En mars 1983, c'est cette fois, ouvertement, un plan de rigueur, qui est annoncé. Ce plan d'austérité « de gauche » concocté par Delors est aujourd'hui encore considéré par les économistes comme d'une ampleur exceptionnelle : il s'agit de prélever 65 milliards de francs.

La part des salaires avait continué de monter après 1973 par rapport à celle qui va au capital dans la répartition de la valeur ajoutée (richesse produite). C'est l'année 1982 qui sera, en France, le point de cassure à partir duquel cette part va reculer régulièrement. Pour les sociétés non financières (SNF), la part des salaires tombe de 67% environ de la valeur ajoutée en 82 à 57 % en 1996 ; une chute donc de 10% qui indique le changement du rapport de forces entre capital et travail. (On ne verra pas d'arrêt à cette chute continue avant 1998. C'est alors grâce à un recul du chômage que la part des salaires remonte légèrement. Les salaires récupèrent un peu moins de 2 points entre 98 et 2002, puis se stabilisent en 2004 et 2005).

Le 15 septembre 1983, Mitterrand annonce la désindexation cette fois définitive des salaires et des prix. C'est la gauche au gouvernement qui change ouvertement la donne et revient au capitalisme pur sucre, abandonnant définitivement le lien, momentanément au cours des Trente Glorieuses, entre les revenus des salariés et les profits du capital.

Le gouvernement enchaîne les plans de restructuration du capitalisme français, avec des vagues de licenciements dans les Charbonnages et les Chantiers Navals. Fin 84, on passe le cap des 2 500 000 chômeurs. Laurent Fabius, Premier ministre, déclare en janvier 86, à l'Heure de Vérité : « *Est-ce que vous ne trouvez pas que souvent c'est à nous qu'est revenu de faire le sale boulot, précisément parce qu'il n'avait pas été fait avant. Et ce sale boulot, c'est un déchirement à chaque fois lorsqu'il faut fermer une entreprise parce qu'elle n'a plus de marché, lorsqu'il faut licencier parce que si on ne licencie pas 20 personnes, ça va être 250*

qui vont être licenciées. Mais ce boulot, pour reprendre cette expression, c'est la gauche, et c'est son courage, et c'est son honneur de l'avoir fait, parce que c'est l'intérêt du pays, parce qu'à terme nous pouvons moderniser et créer des emplois. »

Une explosion continue du chômage suit la gestion de la gauche. Du coup, l'Assurance chômage voit son déficit exploser à son tour. En 84, un accord est signé entre patrons et syndicats pour faire des économies sur les indemnités de deux catégories de chômeurs : les chômeurs longue durée et les jeunes. C'est à partir de ce moment-là que la grande pauvreté apparaît ou réapparaît en France. Coluche ouvre ses Restos du Cœur au cours de l'hiver 85/86.

A la télé, le matraquage pour faire accepter la nouvelle donne monte en puissance. Il y a des pauvres, des chômeurs ? On va expliquer que c'est de leur faute ! En février 84, Yves Montand se prostitue pendant toute une soirée au service des riches, dans une émission spéciale intitulée « *Vive la crise* » : « *La crise ? quelle crise ? Tout le monde en parle autour de nous comme d'un désastre. Avouez pourtant que ce désastre-là n'est pas spectaculaire, enfin je veux dire comparé avec ce qui se passe ailleurs dans le monde. Chez nous, les choses n'ont pas l'air catastrophiques. Pour la plupart des gens, la crise, ce n'est encore qu'un mot, car nous mangeons à notre faim et nous sommes en paix. Le pays profite malgré certaines inégalités de privilèges incroyables. Le problème, c'est que ces privilèges nous y sommes tellement habitués que nous ne les remarquons plus. »*

Pendant des heures, on répète sur tous les tons que les gagnants seront ceux qui prennent des risques, qui « *entreprennent* », et que ceux qui restent accrochés à leurs acquis ou veulent rester assistés par un Etat providence seront les perdants. Et Yves Montand de conclure par un appel vibrant à l'abandon des idées collectives et à l'individualisme débridé : « *C'est vous et vous seul qui trouverez la solution, il n'y a pas de sauveur suprême, il n'y a pas de super caïd, il n'y a pas de superman, c'est vous, prenez-vous par la main, sachez ce que vous voulez, demandez-le (...)* »

Jusqu'en 86, tant que la gauche est là, les attaques contre le monde ouvrier ne cessent pas. Après l'Unedic, on s'attaque au temps de travail, avec la mise en place des horaires variables, du temps partiel, des contrats à durée déterminée. Un ouvrier décrit : « *Les machines tournent tout le temps maintenant et donc il y a plus de production. Maintenant, au lieu d'avoir une pause collective le matin, nous sommes remplacés un par un, ce qui permet aux machines de continuer* »

Fabius, toujours lui, justifie la flexibilité de l'exploitation comme si c'était un phénomène naturel : « *Parfois, c'est l'été, parfois c'est l'hiver, cela dépend des industries. Et si vous n'arrivez pas à avoir une certaine adaptation entre les périodes où il y a beaucoup de commandes et les périodes où il y en a moins, cela veut dire le chômage partiel, les licenciements, une rigidité au détriment de tout le monde* ».

1982-1986, quatre années au cours desquelles la gauche au gouvernement aura fait le plus difficile pour la bourgeoisie française ; faire accepter le changement d'une politique qui avait duré toute une génération. Le prix à payer sera terrible : ce n'est pas seulement de recul dans les conditions matérielles des classes populaires dont il s'agit, mais bien plus. C'est l'espoir même dans une possibilité pour le monde du travail de tenir tête au capital qui est cassée.

Le drame, c'est que depuis la fin de la guerre, cet espoir était bien mal placé, entre les mains de partis comme le Parti Communiste Français, puis le Parti Socialiste. Ces directions vont jeter la classe ouvrière dans le fossé. Mais la leçon que celle-ci en tire, ce n'est pas qu'il faut changer de conducteur, c'est qu'il ne faut plus tenter de faire du stop avec qui que ce soit.

Cet effondrement de l'espoir en une possibilité de changer la vie, ou de changer le monde va connaître sa répétition, quelques années plus tard, avec l'effondrement de l'URSS. C'en est durablement fini avec un quelconque espoir politique en un changement de la société, du fait de cette gauche qui prétendait l'incarner.

Un boulevard est dégagé pour la droite, qui revient aux affaires avec les législatives de mars 1986. Mitterrand, président pour encore deux ans, doit prendre Chirac comme Premier ministre : c'est la première cohabitation. Chirac a bien de la chance, car l'économie se met alors, enfin, à redémarrer, avec une croissance à plus de 3%. Pour la première fois depuis 13 ans, on va voir le chômage reculer un peu, 100 000 chômeurs de moins sur deux ans.

Mais les choses ont changé : les nouveaux embauchés sont désormais des emplois précaires. La pression du chômage sur le monde ouvrier est considérable, massive. La révolte contre la société se manifeste maintenant plus souvent en dehors du monde ouvrier, comme avec les explosions dans les banlieues, comme à Vaulx en Velin, près de Lyon.

4- LES MODIFICATIONS DU SYSTEME PRODUCTIF FRANCAIS

La société va mal, mais l'économie va bien. La France est même le seul pays européen à profiter d'une « relance » au cours des années 1980 ; les patrons freinent les pertes de marchés à l'international qu'a provoquée la crise de 73 et regagnent des parts de marché à partir de 82. Les autres partenaires sont en « récession ».

L'industrie française se transforme : la part de l'industrie manufacturière –celle qui fabrique les produits- recule au profit de ce qu'on appelle le secteur tertiaire. En fait, le recul industriel est à relativiser . Si certaines branches sont effectivement coupées, il faut aussi compter avec une réorganisation interne à l'ensemble de l'industrie, avec le développement de la sous-traitance. Toute une partie du travail, comme le nettoyage, le marketing, voire la comptabilité, est ainsi désormais comptabilisée dans la rubrique « services ».

L'un des nouveaux atouts du capitalisme français, c'est son coût maintenant inférieur à celui de tous les autres pays européens, en particulier l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. En clair, le blocage des salaires, le poids du chômage et la pression sur les salaires sous toutes ses formes, voilà les clés du succès français.

Cette transformation donne au capitalisme français une nouvelle force dont on verra les effets à partir du milieu des années 90 ; nombre d'entreprises deviennent des multinationales, et l'IDE, l'investissement direct à l'étranger atteint des chiffres records : l'IDE français vers l'Union européenne est de 80 milliards d'euros en 1999 et il double en 2000 avec 175 milliards d'euros. L'Union européenne représente 38% de l'IDE français. L'Europe est une excellente affaire pour le capitalisme tricolore.

Le Marché unique européen qui s'ouvre en 1993 représente un marché de 375 millions de consommateurs et profite à tous les secteurs de l'économie française. Il s'en suit une

multiplication importante des filiales des entreprises françaises à l'étranger, 40% d'entre elles se situant dans les pays de l'Union européenne, en premier lieu l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne.

La France connaît également une montée en puissance de la banque et de l'assurance, et là aussi on se lance à l'assaut des marchés voisins.

Si l'on reprend le film de l'évolution du système productif français, au sortir de la Seconde guerre mondiale, il était partagé ainsi : des régions différentes avaient des industries très spécialisées (la coutellerie à Thiers), des zones d'industrie lourde avaient une population encore très liée au monde rural (la sidérurgie du Creusot), enfin des industries nouvelles (chimie, électricité) étaient liées à de grandes villes.

Les Trente Glorieuses ont changé une première fois radicalement ce paysage. En même temps que s'achevait la décolonisation, se développait au milieu des années 60 le marché commun européen. L'Etat se comportait en coordinateur et animateur puissant, il poussait à la constitution de groupes industriels puissants, par regroupements ou par fusions : BSN (Danone aujourd'hui), PUK, St Gobain, Pont-à-Mousson.

Deux sociétés étaient au centre du système financier français : Paribas, qui s'appuyait sur des capitaux publics et recomposait le système productif dans le cadre de la stratégie gaulliste ; Suez, plus proche des giscardiens, travaillait plutôt l'international.

En même temps que se développait un taylorisme au sein des entreprises, se produisit une sorte de taylorisme géographique. L'Ile de France a vu l'emploi industriel chuter, mais elle est alors devenue le centre de commandement de l'ensemble de l'industrie nationale, avec une concentration complète des bureaux et des cadres dirigeants : l'Ile de France concentrait 70% des ingénieurs et techniciens en 1977.

Le travail industriel se divisait avec brutalité. On est passé de 5,5 millions d'emplois industriels en 1955 à 7,1 millions en vingt ans. Les entreprises françaises ont poussé à fond la taylorisation, mécanisant la production au maximum, de manière à pouvoir utiliser un personnel sans qualification et sans expérience industrielle.

Les usines se sont multipliées dans les zones industrielles de l'Ouest et du Centre, où l'on savait pouvoir trouver une forte main d'œuvre jeune quittant le monde agricole. La part de la Province dans les effectifs industriels est passée de 11% à plus de 50%. La Province concentrait 89% des OS, ouvriers spécialisés –en fait ceux qu'on appelle ainsi à l'époque sont des ouvriers sans qualification-.

Cette organisation géographique de la France va être une nouvelle fois modifiée à partir de 1974 et sera totalement refondue au milieu des années 1980. L'industrie voit ses effectifs retomber au niveau des années 1950, avec 1,4 millions d'emplois perdus. Ils sont remplacés par des emplois dans la santé, les loisirs, la sous-traitance aux entreprises comme le nettoyage, toutes choses que l'on classe désormais dans les « services ».

Dans l'ensemble, l'économie se resserre autour des grandes villes. Les écarts de développement augmentent selon les régions, et certaines se désertifient. Le rôle dominant de l'Ile de France diminue relativement, mais elle continue d'attirer les jeunes, les jeunes cadres surtout.

Il faut dire ici quelques mots des nationalisations. Elles étaient, depuis longtemps, la base sur laquelle la gauche prétendait que, PS et PCF plus ou moins unis, ils allaient changer la vie. L'arrivée de la gauche au gouvernement étant prévisible, et son programme de nationalisations connu comme en étant la base programmatique, plusieurs groupes –Worms, Paribas- ont tenté d'anticiper en scindant leurs activités pour essayer d'y échapper. Mais Paribas et Suez sont nationalisés en février 1982, ce qui est un choc pour les milieux financiers.

Pourtant cette gauche est à mille lieues de vouloir s'en prendre au capital. On le verra très clairement avec le tournant politique qui sera pris à l'été 1982. Une nationalisation ne veut donc rien dire en soi sur les intentions politiques de ceux qui la mènent. Les nationalisations, avant l'arrivée de la gauche au gouvernement, étaient présentées comme les outils économiques indispensables au gouvernement pour mener une politique de justice sociale, pour tenir en bride le capital et ses volontés de profit égoïste.

Concrètement, les nationalisations de 1982 sont immédiatement et intégralement suivies du remboursement par l'Etat selon le prix estimé par le marché, c'est-à-dire par les capitalistes eux-mêmes, pour leurs entreprises. L'Etat prend ainsi le contrôle politique des entreprises. Mais il peut ensuite mener bien des politiques. Et ce sera finalement pour le plus grand bien du capitalisme français qu'il mettra à profit son contrôle sur les entreprises nationalisées.

Sous De Gaulle, puis sous Pompidou et Giscard, l'Etat pouvait utiliser les liens personnels, les liens de classe surtout qui existent entre ces personnages, leurs appareils politiques et les dirigeants du capitalisme tricolore. C'est de cette manière que De Gaulle avait imposé ses manières de voir pour imprimer sa marque aux transformations voulues qui ont été menées sous les Trente Glorieuses.

La gauche du début des années 1980 n'a pas les mêmes liens de classe, et souvent même incite à une haine de classe toute une partie du patronat français, qui est prête à tout sauf à suivre les volontés politiques de ces nouvelles équipes gouvernementales qu'elles ressentent comme des intruses, après une trentaine d'années de gouvernement sans partage de la droite. C'est là que les nationalisations ont joué leur rôle ; elles ont remplacé ce lien social absent, en attendant d'aider à le recréer, permettant au nouveau gouvernement de se faire entendre pour imprimer à son tour sa marque à la réorganisation économique du pays.

Ces nationalisations ont fait grand bruit, mais elles n'ont duré en fait que quelques courtes années. Il suffira au monde bourgeois d'être un petit peu patient, et quatre ans après, battue par les échecs de ce à quoi elle a fait croire, la gauche fera place au gouvernement Chirac en mars 1986.

1986 verra un choc cette fois provoqué par la droite pour le capitalisme financier : Balladur, ministre de l'Economie, propulse la CGE (aujourd'hui Alcatel) aux côtés de Suez et Paribas. Avec ces trois acteurs, Balladur tente de créer ce qu'on appelle alors des noyaux durs, un système de participations croisées, le capitaliste d'une grosse entreprise A investissant chez B, en échange de quoi B investit chez A, ou la même chose à plusieurs, ceci dans l'intention de protéger les groupes français de l'agression par des groupes étrangers.

En 1986 aussi, les privatisations vont démarrer et atteindre une ampleur bien plus importante que celle qu'ont connu les nationalisations. Le nombre d'entreprises où l'Etat est majoritaire va passer de 3500 à 1500 fin 2000. Une première vague de privatisations a eu lieu sous le gouvernement Chirac de cohabitation avec Mitterrand : elle a concerné 43 grands groupes entre juillet 1986 et 1988.

Une seconde vague débute en juillet 1993 avec 21 nouveaux groupes. L'industrie est concernée au premier chef (notamment Rhône-Poulenc en 1993, Elf Aquitaine en 1994, Seita, Pechiney et Usinor en 1995, Renault en 1996). Mais la banque et les assurances sont également concernées (BNP et UAP en 1993, AGF en 1996).

Elle sera poursuivie avec des apparences plus discrètes par le gouvernement Jospin (avec à nouveau deux ministres PCF en 6/97 aux Transports et Logement et à la Jeunesse et aux Sports), qui cohabite cette fois avec un Chirac maintenant président (élu en mai 1995). Entre 1997 et 2002, le gouvernement Jospin a en réalité poursuivi le transfert des entreprises publiques vers le secteur privé. En effet, de nombreuses ouvertures partielles de capital ont été réalisées durant cette période, l'État restant majoritaire. Cela a été le cas dans le secteur industriel (Thomson Multimedia en 1999), dans la banque et l'assurance (CNP en 1998), les transports (Air France en 1999) ou encore les télécommunications (avec France Télécom en 1997 et en 1998). Dans plusieurs cas, l'ouverture aux capitaux privés des entreprises publiques a abouti à leur privatisation, l'État cédant sa part majoritaire (CIC et GAN en 1998, Crédit Lyonnais en 1999 ou Banque Hervet en 2000).

En 15 ans de privatisations, les effectifs des entreprises publiques sont passés de 19,3% à 7,8%, et la valeur ajoutée produite de 25% à 11,5%. La France est l'un des pays qui a le plus privatisé au monde sur cette période.

Le système des noyaux durs a atteint son summum en 1996, avec l'absorption de l'UAP (proche de Suez) par AXA (proche de Paribas). Ce nouveau groupe, dirigé par Claude Bébéar, devient alors le centre financier du capitalisme français. Mais ce même Bébéar, suivi de Marc Viénot, patron de la Société Générale, va bientôt pousser à l'abandon du système des noyaux durs et copier le fonctionnement anglo-saxon : plus de protections artificielles. Les participations croisées vont être dénouées, laissant les capitaux étrangers inter pénétrer les entreprises françaises, mais donnant en échange des marges de manœuvre, des capitaux disponibles pour partir en retour à la conquête des grandes entreprises capitalistes étrangères.

C'est la transformation sans doute la plus importante, l'ouverture aux capitaux des pays étrangers du capitalisme français : le stock d'IDE, investissements directs étrangers, qui sont entrés en France est passé de 56 milliards de dollars en 1985 à 310 milliards de dollars en 2001, soit 20% du PIB. L'appareil productif français compte alors près de 10 000 entreprises sous contrôle étranger. Les fonds d'investissement et autres actionnaires étrangers représentent 50% du capital des entreprises cotées en 2001, et 37,5% du capital total des sociétés majoritairement françaises.

En échange, les capitaux français vont s'investir dans tous les autres pays dominants. Les entreprises sont engagées dans une course perpétuelle pour chercher une taille leur permettant de tenir tête ou de partir à la conquête des ténors de l'économie mondiale. Les fusions-acquisitions transfrontalières des groupes français passent ainsi de 3 milliards de dollars en 1987 à 170 milliards de dollars en 2000. Le stock d'IDE français exporté à l'étranger est ainsi de 515 milliards de dollars en 2001, 33% du PIB.

Le résultat de cette transformation de la composition nationale et internationale du capital, c'est que le modèle actuel est constitué de firmes de taille mondiale qui assurent des revenus réguliers et importants à leurs actionnaires mais où aucun d'eux ne détient plus de 1% du capital : Air Liquide, Lafarge, St Gobain. Subsistent tout de même des entreprises au capitalisme plus traditionnel, Michelin, Lagardère, Bouygues, qui détiennent une minorité de blocage dans le capital de leurs entreprises et sont en situation de pouvoir décider seuls.

Aujourd'hui, le capitalisme français peut afficher cette liste parmi les premières entreprises mondiales. Ainsi, (aux alentours de 2005) Areva n°1 du nucléaire (conception, construction de centrales, fourniture du combustible et services de maintenance) ; Alcatel n°1 en équipements ADSL ; Alcan Pechiney Algroup N°1 de l'aluminium ; Michelin est numéro un mondial du pneu; Vinci GTM et Bouygues sont n°1 et n°2 du BTP ; LVMH n°1 du luxe ; Axa n°1 de l'assurance ; la France est le n°1 en nombre de touristes ; Sodexo n°1 de la restauration collective.

Danone n°2 mondial de l'alimentaire ; Carrefour n°2 de la distribution dans le monde ; JC Decaux n°2 de la communication extérieure; Bolloré n°2 du transport maritime ; BNP Paribas 3^e banque (par le bilan) ; Total 4^e pétrolier, Renault-Nissan est le 4^{ème} constructeur automobile, Air France-KLM n°4 du transport aérien, etc.

5- SUR LES COMPARAISONS ET LES CLASSEMENTS ENTRE PAYS

Nous l'avons dit, en France, quelle que soit l'époque, on entend toujours le même son de cloche : « *attention, c'est le déclin, rien ne va plus* ». Ceux qui sont dans l'opposition, évidemment, ne cessent de dire que l'économie va mal, que les gouvernants ne font pas comme font les meilleurs de nos concurrents. Mais ceux qui sont aux commandes disent aussi que cela ne va pas bien. « *Il faut continuer à accepter des sacrifices, il faut faire comme nos voisins, qui ne sont pas aussi râleurs que les Français* ». Finalement, les deux discours se rejoignent pour entretenir dans les têtes l'idée que l'économie et la place de la France ne cesse de décliner.

Mais dans les milieux plus fermés du monde économique, on a une autre vision des choses. Voyons par exemple de ce que dit l'OFCE. L'OFCE, c'est l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques, créé en janvier 1981, en lien avec Sciences Po et les services du Premier Ministre. Dans son ouvrage « *L'économie française en 2008* », édité chez la Découverte, l'OFCE écrit qu'« *entre 1997 et 2004, la France a connu des performances économiques supérieures à celles de ses partenaires européens et tout particulièrement l'Allemagne et l'Italie* ». Et l'OFCE précise que la France a connu « *un surplus annuel de croissance de 0,3 point par rapport au reste de la zone euro, et de plus d'un point par rapport à ses deux principaux partenaires* ». Mais qui se souvient que durant donc ces 8 années consécutives, on ait présenté la France comme le numéro un en Europe ?

Cela dit, on peut se poser la question de savoir quel sens a cette manière de juger de la place relative d'un pays par rapport à un autre ? Dans un ouvrage édité fin 2002 (*Vingt ans de transformations de l'économie française*), la Documentation française consacre un chapitre à la question : « *Le déclin de la France, mythe ou réalité ?* ». Et pour répondre à cette question, les auteurs essaient de décortiquer point par point l'état de l'économie et de comparer la France à ses concurrents et partenaires capitalistes.

C'est procéder comme s'il était possible de savoir si telle personne ici présente parmi nous se porte mieux ou moins bien que les autres. Autant de points examinés, PIB, PIB par tête, commerce extérieur, emploi, taux d'investissement productif, dépenses en recherche et développement, évolution du salaire réel, etc. autant de points étudiés donc, autant de réponses différentes, les unes en mieux, les autres en moins bien.

Deux organismes vivants et complexes ne sont jamais identiques, et quand un facteur progresse un peu, un autre va reculer. Personne n'est au mieux sur tous les plans à la fois. Voilà pourquoi il est toujours possible, à tout moment, de trouver un chiffre –soi-disant-meilleur dans un domaine ou un autre chez un voisin.

On ne peut pas sérieusement pas faire de comparaison entre des pays comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne, surtout sur une courte période. Ces pays sont très proches, et forment un tout économique, même si ce tout a le malheur de fonctionner avec des concurrences et des contradictions intestines –de même d'ailleurs que l'économie française fonctionne avec des contradictions et des luttes internes tout aussi importantes. On peut par contre définir de grands groupes de pays.

Si l'on a un regard un peu plus global, on peut alors dire que la France se situe dans une des secondes places mondiales. Seconde place parce que la première est toujours aux mains des Etats-Unis, même si les choses ne sont plus du tout celles qu'elles avaient pu être au lendemain de la Seconde Guerre où les USA dominaient le reste du monde capitaliste réuni. Ce n'est plus le cas.

La France est dans une seconde place collectivement partagée du fait du fonctionnement de l'Europe. Seule, sans ce cadre européen, la situation serait profondément différente, mais on ne fait pas de la politique fiction. L'Europe existe, l'euro existe, et grâce à cela, la France joue de concert avec un ou deux ou autres, Allemagne, Angleterre, pour piloter les enjeux à cette seconde place mondiale, derrière les USA.

Au sein de l'Europe, on peut distinguer trois ou quatre groupes de pays. Ceux que l'on peut appeler les pays nordiques, avec le Danemark et l'Irlande, ont les meilleurs résultats en revenu par habitant, mais ils ne jouent pas un rôle dirigeant ou moteur à l'échelle de l'Union et encore moins à l'échelle mondiale.

Un autre groupe se situe au Sud de l'Europe, avec l'Espagne, le Portugal, la Grèce qui ont un revenu plus nettement en retard sur la moyenne européenne (l'Italie tente de s'échapper de ce groupe pour se rapprocher de celui en tête). Un troisième groupe globalement plus pauvre encore est constitué de pays de l'ex-Europe de l'Est (la Pologne voulant de toute évidence passer de ce groupe à l'un des premiers)

La France fait partie du groupe qui joue le rôle dirigeant, avec l'Allemagne, le Royaume Uni (ce dernier mettant du temps à s'éloigner relativement des USA pour mieux s'intégrer à l'Europe). Au sein de ce groupe dirigeant, les classements n'ont pas beaucoup de sens, tellement les résultats sont proches, s'inversent, se ré inversent ou s'entrecroisent au fil des ans.

Aujourd'hui, on nous dit qu'on est en train d'assister à une révolution, que la Chine, d'autres ensuite, sont en train de se placer dans le peloton de tête. C'est vrai, la Chine est

parvenue à un PIB de l'ordre de 2000 milliards d'euros, aux alentours de la France, l'Allemagne et l'Angleterre. Mais la charge qu'a à assurer ce pays envers ses habitants n'a rien à voir : 1 300 000 000 d'habitants, cela fait un PIB par habitant 20 fois plus petit qu'en France !

Et puis, le fait de ne regarder que des chiffres économiques peut conduire à des aberrations. Par exemple, sur la période 1950-1973, les Trente Glorieuses, la croissance annuelle du PIB en France était de 5% : c'était mieux que l'ensemble de l'Union européenne à 15 pays (4,8%). Mais plus étonnant, c'était nettement mieux que les USA sur toute cette période, puisqu'ils avaient un chiffre moyen de 3,6%.

En fait, on peut comprendre cet écart comme un rattrapage par la France et par l'Europe, vis-à-vis du capitalisme américain qui n'avait pas subi de défaite militaire ni de dégâts économiques depuis la crise de 1929. Il est évident que les USA avaient considérablement augmenté leur efficacité économique pour mener leurs opérations militaires, alors qu'au même moment, les Européens étaient en train de se détruire mutuellement.

Sur l'ensemble de la période 1950-1990, la croissance de la productivité par tête est supérieure en Europe à celle des USA (2,5% contre 5% en France pour 1950-73 ; 0,7% contre 2,6% pour 1973-79 ; 1,1% contre 2,1% pour 1979-1990). Cela devient égal en 1990-1997 avec 1,4% aux USA et 1,3% en France, et ne devient supérieur pour les USA qu'ensuite avec 2,9% pour les USA contre 1,4% en France pour 1997-2000. Mais que vaut cette supériorité quand les USA accumulent des déficits astronomiques et se ridiculisent même militairement en Afghanistan, en Irak ?

C'est donc l'ensemble d'une évolution historique qui, seule, peut permettre d'appréhender une situation dans le monde capitaliste.

Pour conclure, on peut dire au moins que cette vision d'une course perpétuelle entre les diverses économies pour les premières places est le fruit de l'idéologie capitaliste, de sa concurrence innée, et elle sert à nous entraîner aussi, populations des divers pays, dans cette concurrence au service chacun de nos économies nationales. C'est une forme de xénophobie et c'est parfaitement ridicule.

C'est ridicule d'abord parce qu'au sein de chaque pays, la concurrence entre entreprises est tout aussi violente qu'entre pays. C'est totalement ridicule quand on sait le taux d'interpénétration des capitaux des divers pays dans les entreprises qui comptent.

Mais surtout, c'est un poison idéologique. Nous, notre manière de concevoir le monde n'est pas celle-là. C'est le système capitaliste qui oppose, divise, organise la concurrence et la course. Mais même l'économie telle qu'elle existe actuellement, nous pouvons l'appréhender autrement. Après tout, si on peut considérer que l'économie française, ou l'économie américaine, est un tout, pourquoi ne pas en faire autant de l'économie de la planète ?

ANNEXE

Y A-T-IL UN CAPITALISME PARTICULIER EN FRANCE ?

On peut citer certaines différences dans le cas de la France. En France, l'Etat a beaucoup aidé la création d'emplois de services ; ces nouveaux services – ou soi-disant nouveaux- ne permettent pas de gros gains de productivité, du coup la productivité moyenne laisse à désirer. Mais cette moyenne insuffisante n'empêche pas certaines branches d'industrie d'être tout à fait concurrentielles. Ainsi, la productivité dans la production des biens d'équipement a augmenté de 56% de 1990 à 2002, alors que dans le même temps celle du commerce n'a augmenté que de 5%, et celle de la construction a baissé de 10% (et celle des services aux particuliers de 20%).

On nous répète que l'Etat en France est trop important, qu'il coûte donc cher, et que c'est cela qu'il faut « réformer ». Ce n'est pas vrai. Selon l'OFCE, la France ne se distingue pas des autres pays européens sur ce point ; si elle s'en distingue, c'est plutôt par l'importance de son système de protection sociale. Il y a en France plus de cotisations sociales à verser aux différentes organismes, et en même temps une meilleure couverture des risques, pour raisonner comme le fait le capitalisme. C'est pour cela que les prélèvements obligatoires sont décriés en France comme étant trop importants. La France consacre à la protection sociale (y compris la santé) 4 points de PIB de plus que la moyenne de la zone euro.

Mais cela signifie-t-il que notre capitalisme est fondamentalement différent. Certainement pas. Ce que nous touchons, nous le payons, et aucun cadeau n'est fait. Dans quelle mesure y a-t-il un peu plus de répartition vers les couches défavorisées qu'ailleurs, et une pauvreté relativement moins importante ? Cette répartition différente ne veut pas dire qu'on prend aux riches ou aux très riches pour donner aux pauvres. Ce qu'on leur prend sur le plan de la couverture sociale est dérisoire par rapport à leurs revenus et leur patrimoine. C'est aux classes moyennes qu'on prend –relativement- pour limiter la pauvreté. Et même en faisant cela, la pauvreté existe.

De fait, les dépenses sociales qui visent à diminuer les inégalités de revenu sont minoritaires. Les pensions de retraite sont par exemple en gros proportionnelles aux salaires perçus pendant la carrière ; les prestations familiales sont pour la moitié sans conditions de ressources. La réduction des inégalités se fait en partie par les aides au logement, une partie des allocations familiales, et aussi par les impôts.

Si on prend les revenus « primaires », les 10% de ménages qui ont les revenus les plus élevés gagnent 6,6 fois plus que les 30% les plus pauvres. Mais en comptant les prestations sociales et les impôts, l'écart se réduit à 4,2 fois.

On nous dit aussi que l'Etat emploie trop de monde, et qu'une solution va être de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux parmi ceux qui partent à la retraite. C'est vrai que la part des emplois publics est plus importante en France que dans les autres pays riches : les chiffres sont de 22,8% en 2005 pour la France, contre 15% pour la zone euro (mais 31,4% en Suède). Ces écarts s'expliquent par le fait qu'en France, contrairement à ces autres pays, l'éducation et la santé sont plus massivement pris en charge par le public que par le privé. En Allemagne par exemple, l'enseignement privé est très développé.

Les 35 heures sont accusées par la droite de tous les maux. Ce n'est pas nouveau ; les 40 heures concédées en 1936 avaient également été critiquées pendant des dizaines d'années par la suite, et les gouvernements avaient cherché à revenir dessus en maintes occasions.

Sachons déjà que les 35 heures n'ont pas été suivies d'un gain quelconque au niveau salarial pour le monde du travail. C'est que le gouvernement avait alors pris soin de compenser l'augmentation du salaire horaire provenant des 35 heures par une baisse équivalente des charges des entreprises.

Les patrons ne cessent de se plaindre que leurs charges sont trop élevées en France. Ce qui est vrai, c'est que les taux de cotisations sociales ont beaucoup augmenté, pour tout le monde, dans les années 1970 et la première moitié des années 1980. Mais depuis 1993, les cotisations employeurs sur les bas salaires ont été réduites, avec l'objectif d'embaucher des gens à bas salaires. En 2007, ces exonérations ont représenté 20 milliards d'euros, 1,1% du PIB.

Pour « *les 20 dernières années, les impôts sur les entreprises ont augmenté, mais cette hausse a été compensée par la baisse des cotisations employeurs* » (OFCE). Les impôts sur la production avaient augmenté jusqu'à la fin des années 1990. Depuis 1999, ils ont baissé : la TP, taxe professionnelle, ne se compte plus sur les salaires versés, mais seulement sur les investissements. Elle est plafonnée à 3,5% de la valeur ajoutée, et des dégrèvements ont été créés en cas d'investissements nouveaux.

L'impôt sur les bénéfices des sociétés (IS) était de 50% entre 1965 et 1985 ; il a été réduit pour descendre à 33% en 1993. En 1995, Juppé lui a appliqué une surtaxe de 10%, qui a été réduite à partir de 2001, et supprimée en 2006.

Au total la taxation du capital est plus élevée que dans les pays voisins pour ce qui concerne les revenus des actions et les impôts sur le patrimoine (impôt sur la fortune et droits de succession). Mais, selon l'OFCE, « *les revenus du capital restent moins taxés que les revenus du travail* ».

Autre exemple : on nous répète souvent qu'en France ou en Europe en général, le marché du travail n'est pas assez flexible, et que c'est pour cela qu'il y a plus de chômeurs qu'aux Etats-Unis. Les chiffres, eux, disent que la part des contrats à durée déterminée et de l'intérim n'a pas cessé d'augmenter depuis 1982, surtout en France où l'on est passé de 4,7% en 1985 à 13,8% en 2000. En Europe, seule l'Espagne dépasse alors la France (avec 26,7% en 2000, mais elle est partie d'un chiffre de 15,6% en 1985).

Avril 2008

bibliographie

- Histoire économique de la France au XX^e siècle, Cahiers français n°255,
mars-avril 1992, La documentation française
- Vingt ans de transformations de l'économie française, Cahiers français n°311,
novembre-décembre 2002, La documentation française
- Histoire économique de la France du XVIII^e siècle à nos jours (2 tomes) , J-C Asselain, Seuil
- La France de Vichy 1940-1944, Robert O. Paxton, Seuil UH
- Le Proche-Orient éclaté, Georges Corm, folio histoire 93
- La productivité, P. Combemale et A. Parienty Circa 26, Mathan
- Crises structurelles et financières du capitalisme au 20^e siècle,
Michel Husson, Isaac Joshua, Eric Toussaint, Michel Zerbato, Syllepse
- L'économie française 2008, OFCE, Repères n°498, La Découverte